

Unité bidépartementale Eure-Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le 21/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références :

Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 08/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 principales activités :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;

- activité de formulation.

Les installations du site STEINER de Saint-Marcel sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-10-751 du 22 décembre 2010 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte-tenu des quantités de produits dangereux pour l'environnement de catégorie 1 fabriqués et stockés sur le site (rubrique 4510).

Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3410-j – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, colorants et pigments).

Le BREF principal associé aux activités du site est la BREF OFC « Produits de chimie organique fine ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 portant sur les installations de combustion soumises à déclaration (rubrique 2910)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vitesse d'éjection des gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.3-B de l'annexe I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Régime ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.511-9	/	Sans objet
2	Hauteur des cheminées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.2-A-3 de l'annexe I	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 (pp) de l'annexe I	/	Sans objet
5	Périodicités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3-I de l'annexe I	/	Sans objet
6	Sécurités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 (pp) de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendu sur le site de la société STEINER le 06 juillet 2023. La visite portait sur les activités de combustion du site (chaudières) et du respect de la réglementation associée. Il ressort de cette visite que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral doivent être mises à jour afin

d'être en accord avec le réglementation applicable sur le sujet (arrêtés ministériels du 03 août 2018 portant sur les ICPE soumises à Déclaration au titre de la rubrique 2910). Par ailleurs, un plan d'action doit être mis en place afin de respecter la vitesse minimal d'éjection pour 2 conduits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régime ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique combustion 2910
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 2910 : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW -> Régime E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW -> Régime DC</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une chaudière principale (P = 4,03 MW, installée en 2017) ainsi que d'une chaudière de secours (P = 4,7 MW, installée en 1992). Les deux chaudières sont respectivement raccordées au conduit n°9 et au conduit n°8.</p> <p>Au regard de la dernière version de la nomenclature et des informations à disposition, la société STEINER relève du régime DC pour les deux chaudières précitées ceci au titre de la rubrique 2910.A2. (avec puissance thermique nominale totale pour chaque installation) supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW.</p>
<p>Observations : L'inspection relève que les puissances pour la chaudière principale et la chaudière de secours qui sont indiquées à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°UBDEO/ERA/21/35 du 14 avril 2021 sont erronées.</p> <p>=> Observation 1: Une mise à jour de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2021 est proposée par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Hauteur des cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.2-A-3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de cheminées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Hauteur des cheminées A - Détermination des hauteurs de cheminées : 3 - Autres appareils de combustion : Type de combustible : Gaz naturel, Biométhane - Hauteur de la cheminée, pour une puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion entre 2 MW et 4 MW (<4 MW) : 5 m - Hauteur de la cheminée, pour une puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion entre 4 MW et 6 MW (<6 MW) : 6 m
Constats : Au regard des puissances thermiques nominales de chaque chaudière, les hauteurs de cheminées doivent être de minimum : - 6 m pour le conduit n°9 (chaudière principale de 4,03 MW, soit puissance comprise entre 4 et 6 MW) - 6 m pour le conduit n°8 (chaudière de secours de 4,7 MW, soit puissance comprise entre 4 et 6 MW). Les hauteurs de cheminées sont respectées puisqu'étant respectivement de 16 et 18 m. Ce sont d'ailleurs ces hauteurs qui sont indiquées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vitesse d'éjection des gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.3-B de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6.2.3. Vitesse d'éjection des gaz B. – Pour les autres appareils de combustion, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à : 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique ; 6 m/s pour les combustibles solides et la biomasse ; 9 m/s pour les autres combustibles liquides.
Constats : Les combustibles utilisés étant du gaz naturel (GN), la vitesse d'éjection doit être au minima de 5 m/s. Or, l'inspection a consulté le dernier rapport de contrôle (intervention du 15 juin 2023). Il ressort que la vitesse d'éjection n'est pas respectée : - pour le conduit n°9 (chaudière principale) : vitesse moyenne d'éjection de 1,2 m/s. - pour le conduit n°8 (chaudière de secours) : vitesse moyenne d'éjection de 4,8 m/s. => L'exploitant doit présenter sous 15 jours un plan d'actions permettant de s'assurer que les vitesses minimales d'éjection en sortie des conduits n°8 et 9 soient conformes à la réglementation en vigueur (article 6.2.3-B de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910). Il convient à terme de pouvoir justifier du respect d'une vitesse d'éjection minimale de 5 m/s.
Observations : L'inspection relève que dans l'arrêté préfectoral des débits sont associées aux conduits n°9 et n°8 (article 3 de l'arrêté préfectoral du 14/04/21), sans qu'aucun texte réglementaire ne l'impose. => Observation 2 : Une mise à jour de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14/04/21 est proposée par l'inspection en conséquence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 (pp) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 6.2.4. Valeurs limites d'émission (autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe)</p> <p>I. – Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses:</p> <p>[...]</p> <p>– aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;</p> <p>– aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté;</p> <p>[...]</p> <p>- Combustible : Gaz naturel, Biométhane</p> <p>-> Valeur limite d'émission pour les NOx pour P < 10 MW : 100 mg/Nm3.</p> <p>-> Valeur limite d'émission pour les NOx, pour P < 10 MW et installation déclarée avant le 1er janvier 1998 : 225 mg/Nm3.</p> <p>II. – Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <p>[...]</p> <p>existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2030 ;</p> <p>[...]</p> <p>- Combustible : Gaz naturel, Biométhane</p> <p>- Valeur limite d'émission pour les NOx pour P < 5 MW : 100 mg/Nm3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conduit n°9 :</p> <p>- La chaudière principale a été installée en 2017. Elle présente une puissance thermique nominale totale de 4,03 MW. L'exploitant déclare qu'elle fonctionne plus de 500 heures par an.</p> <p>- Au regard de l'article 6.2.4.I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, la valeur limite d'émission pour les NOx est de 100 mg/Nm3 (avec du gaz naturel comme combustible et P<10MW) jusqu'au 31 décembre 2029. L'inspection a consulté le dernier rapport de contrôle de l'APAVE (intervention du 15 juin 2023). La valeur mesurée pour les NOx était de 71,33 mg/Nm3 (respect de la prescription).</p> <p>- Au regard de l'article 6.2.4.II de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, la valeur limite d'émission pour les NOx restera à 100 mg/Nm3 (avec du gaz naturel comme combustible et P<5 MW) à partir de 2030. Par ailleurs, la valeur limite d'émission pour les CO sera de 100 mg/Nm3.</p> <p>Conduit n°8 :</p> <p>- La chaudière de secours a été installée en 1992. Elle présente une puissance thermique nominale totale de 4,7 MW. L'exploitant déclare qu'elle fonctionne moins de 500 heures par an. L'exploitant tient un registre d'utilisation de la chaudière de secours mais se renseigne sur les possibilités d'automatisation de ce suivi.</p> <p>- Au regard de l'article 6.2.4.I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, la valeur limite d'émission pour les NOx pour une installation déclarée avant le 1er janvier 1998 est de 225 mg/Nm3. L'inspection a consulté le dernier rapport de contrôle de l'APAVE (intervention du 15 juin 2023). La valeur mesurée pour les NOx était de 207,9 mg/Nm3 (respect de la prescription).</p>
<p>Observations : L'inspection relève que les valeurs limites d'émissions indiquées dans l'arrêté préfectoral (article 4 de l'arrêté préfectoral du 14/04/21) sont pour partie erronées.</p> <p>=> Observation 3: Une mise à jour de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 14/04/21 est proposée par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Périodicités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3-I de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée</p> <p>I. – L’exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l’environnement ou, s’il n’en existe pas, accrédité par le Comité français d’accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l’accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d’accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l’atmosphère.</p>
<p>Constats : La chaudière principale (conduit n°9) et la chaudière de secours (conduit n°8) présentant des puissances inférieures à 5 MW, la périodicité des mesures de la pollution rejetée doit être a minima tous les trois ans. Cette périodicité a été respectée pour la chaudière principale puisque le dernier contrôle date du 15 juin 2023 alors que la précédente intervention date de 2021. L’inspection relève que le suivi de la chaudière de secours n’a été intégré dans le programme de contrôle des chaudières que depuis cette année. Les deux chaudières (principale et de secours) apparaissent bien dans le rapport de l’APAVE de 2023 (intervention du 15 juin 2023).</p>
<p>Observations : L’inspection relève que la périodicité prescrite dans l’arrêté préfectoral (article 6 de l’arrêté préfectoral du 14/04/21) est erronée concernant le conduit n°9. => Observation 4 : Une mise à jour de l’article 6 de l’arrêté préfectoral du 14/04/21 est proposée par l’inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 (pp) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en combustible
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.13. Alimentation en combustible [...] Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques 1 redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz² et un pressostat 3. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. [...] Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci. [...]</p>
<p>Constats : Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence de vannes de coupure rapide au niveau de la chaudière principale (n°9) et de la chaudière de secours (n°8). L'inspection a également pu vérifier la présence de deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces deux vannes sont placées avant les deux chaudières (après l'alimentation de gaz). Elles sont toutes les deux asservies aux capteurs de détection de gaz et aux pressostats présents dans les locaux accueillant les deux chaudières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet